**AVENANT A LA CONVENTION DE GESTION TRANSITOIRE
AMENAGEMENT / LOGEMENT / HABITAT**

Entre :

La métropole d'Aix-Marseille-Provence, ci-après dénommée « la Métropole », représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, dûment habilité par délibération du Conseil de la Métropole,

d'une part,

Et :

La ville de Marseille, ci-après dénommée « la Ville », représentée par son Maire en exercice en exercice, Jean-Claude GAUDIN, dûment habilité par délibération du Conseil municipal,

d'autre part,

VU l'article L5217-5 énonçant que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence « est substituée de plein droit, pour l'exercice des compétences transférées, aux communes membres et à l'établissement public de coopération intercommunale transformé en application de l'article L. 5217-4, dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition en application du premier alinéa du présent article et transférés à la métropole en application du présent article ainsi que, pour l'exercice de ces compétences sur le territoire métropolitain, dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes ».

VU la convention n° 16/0006 conclue entre la Ville de Marseille et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, exécutoire à compter du 14 avril 2016 et fixant les conditions administratives, techniques et financières d'exercice de la mission de gestion transitoire relative aux compétences aménagement, logement, habitat, confiée par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la Ville de Marseille,

VU l'article 2 de ladite convention stipule que « la présente convention prend effet au 31 décembre 2015 pour une durée d'un an, qui pourra toutefois être réduite ou prorogée pour une durée maximale d'un an par voie d'avenant ».

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DUREE DE LA CONVENTION

L'article 2 de la convention n° 16/0006 est modifié comme suit :

« La présente convention est prorogée à compter du 31 décembre 2016, pour une durée d'un an. La convention produira cependant ses effets jusqu'à l'accomplissement des formalités de remboursement des dépenses engagées et payées telles que détaillées dans l'article 7 de la présente. »

Fait en deux exemplaires à Marseille, le

Pour la Ville de Marseille
Le Maire *

Pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
Le Président *

Jean-Claude GAUDIN

Jean-Claude GAUDIN

*.Parapher chaque page de la convention